



**RAPPORT SUR LA SOLVABILITE ET LA
SITUATION FINANCIERE
MUTUELLE - MUDETAF
Exercice 2023**

L'article 51 de la Directive 2009/138/CE dite « Solvabilité 2 » impose aux entreprises d'assurance de produire un rapport à destination du public communiqué à l'autorité de contrôle.

L'article 290 du règlement (UE) n° 2015/35 de la Commission du 10 octobre 2014 prévoit que ce rapport appelé Rapport sur la solvabilité et la situation financière suit le plan prévu à l'annexe XX dudit règlement.

Le présent rapport décrit donc l'activité de l'organisme, son système de gouvernance, son profil de risque et complète la remise des états quantitatifs annuels, en donnant notamment des informations sur les méthodes de valorisation utilisées ainsi que des précisions sur la gestion du capital.

Ce rapport qui doit être réactualisé tous les ans se rapporte à l'exercice 2023.

Ce rapport a été approuvé, préalablement à leur transmission à l'ACPR ou à leur publication, par le conseil d'administration de la MUDETAF du 03 avril 2024.

Table des matières

| | |
|--|----|
| Synthèse..... | 3 |
| A. Activité et résultat..... | 5 |
| A.1. Activité..... | 5 |
| A.2. Résultats de souscription..... | 6 |
| A.3. Résultats des investissements | 8 |
| A.3. Résultats des autres activités..... | 11 |
| A.4. Autres informations | 11 |
| B. Système de gouvernance..... | 12 |
| B.1. Informations générales sur le système de gouvernance..... | 12 |
| B.2. Exigences de compétence et d'honorabilité..... | 16 |
| B.3. Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité | 16 |
| B.4. Système de contrôle interne | 18 |
| B.5. Fonction d'audit interne..... | 18 |
| B.6. Fonction actuarielle..... | 20 |
| B.7. Sous-traitance..... | 20 |
| B.8. Adéquation du système de gouvernance..... | 21 |
| B.9. Autres informations | 21 |
| C. Profil de risque..... | 22 |
| C.1. Risque de souscription | 22 |
| C.2. Risque de marché..... | 24 |
| C.3. Risque de crédit..... | 24 |
| C.4. Risque de liquidité | 25 |
| C.5. Risque opérationnel | 25 |
| C.6. Autres risques importants | 25 |
| C.7. Autres informations | 25 |
| D. Valorisation à des fins de solvabilité | 26 |
| D.1. Actifs..... | 26 |
| D.2. Provisions techniques..... | 27 |
| D.3. Autres passifs | 29 |
| D.4. Méthodes de valorisation alternatives..... | 29 |
| D.5. Autres informations | 30 |
| E. Gestion du capital | 31 |
| E.1. Fonds propres..... | 31 |
| E.2. Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis | 33 |
| E.3. Utilisation du sous-module « risque sur action » fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis | 33 |
| E.4. Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé | 34 |
| E.5. Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis..... | 34 |
| E.6. Autres informations | 34 |
| F. Annexe 1 : Etats réglementaires | 35 |
| F.1. Etat S.05.01.01 | 36 |
| F.2. Etat S.19.01.21 | 38 |
| F.3. Etat S.02.01.02 | 39 |
| F.4. Etat S.17.01.01 | 40 |
| F.5. Etat S.23.01.01 | 42 |
| F.6. Etat S.25.01.22..... | 43 |
| F.7. Etat S.28.01.01 | 44 |

Synthèse

Le marché du tabac :

Bien que le gouvernement français ait acté un gel de la fiscalité tabac en 2021 puis en 2022, le marché national du tabac continue sa baisse en 2023, soit -7,9 % en volume et -1% en valeur. Un chiffre qui interpelle, dans la mesure où les marchés parallèles illégaux gagnent du terrain. En effet l'opération Colbert, pilotée par les douanes, qui s'est déroulée du 31 mai au 6 juin 2023 a abouti à des saisies impressionnantes.

Une année également marquée par des violences urbaines, qui ont frappé en grande majorité le réseau des buralistes. Cette situation a fragilisé le secteur et appelle désormais de façon inéluctable à un moratoire fiscal des prix du tabac en France.

Un marché qui a intégré la nécessité de s'adapter et de se réinventer. La signature du congrès des buralistes « faire bouger les lignes » fait écho à cette nouvelle dynamique. Après avoir transformé 4 426 buralistes durant la période 1er protocole, le nouveau protocole s'est fixé comme objectif, le cap de 10 000 buralistes à horizon 2027. Pour y parvenir, la Confédération des buralistes a déployé une stratégie de merchandising pour permettre à la profession de développer son outil de travail, tant par l'offre que par l'expérience client.

La Mudetaf :

La Mutuelle a poursuivi en 2023 une politique tarifaire volontariste en appliquant une majoration tarifaire de 6.6% afin de répondre à l'évolution du coût des matériaux, l'évolution de nos charges interne dans le cadre de notre développement.

Le nombre de contrats en portefeuille au 31/12/2023 a continué sa progression.

Avec 11 601 « multirisques tabac » en portefeuille et une part de marché estimée à plus de 50 %, notre mutuelle conforte sa place de leader.

La valeur portefeuille au 31 décembre 2023 est de 32 069 000€, en progression de 8,5 % par rapport à l'an passé grâce aux efforts de tous.

Le portefeuille « OREST » (multirisque des hôtels et restaurants) reprend une dynamique de croissance, l'exercice 2023 se clôture ainsi avec 169 contrats en portefeuille (contre 158 à fin 2022) et un Chiffre d'affaires en portefeuille de l'ordre de 393 000€.

Notre contrat Mudetaf Protection plus continue son développement de + 21,8 % et le portefeuille s'établit à date à 4 211 contrats en portefeuille pour un chiffre d'affaires de 732 000€.

En complément, le renforcement du service Partenariats / Santé et Prévoyance a permis de moderniser nos offres et dynamiser nos relations commerciales sur ce segment. Les premiers résultats sont ainsi encourageants pour les exercices à venir.

Par rapport à l'exercice précédent :

La Mudetaf poursuit sa dynamique de développement maîtrisé, son chiffre d'affaires progressant de 7,4% - résultat d'une évolution globale de la valeur portefeuille de 8,5%, celui-ci passant de 29,6 M€ à 32,1 M€ (effet tarif : 1,7 M€ - développement net : 0,8 M€).

Concernant la sinistralité, l'exercice courant est marqué par une hausse exceptionnelle de la charge de sinistres (53,2M€ en 2023 vs 13,4M€ en 2022). Elle est due pour l'essentiel aux émeutes que la France a connu sur toute l'étendue du territoire en fin juin/début juillet 2023. Au 31 décembre de 2023 le coût de ses émeutes pour la Mudetaf se chiffre à 36,4M€.

La variation de la charge de sinistres afférente aux exercices antérieurs est un produit de 1,1 M€ en ligne avec ce qui avait été observé l'exercice précédente, soit un produit de 1,2M€.

En corollaire, le rapport « sinistres à primes » s'établit cette année, pour l'exercice de survenance courant brute, à 173,7 % vs 47,0 % l'année dernière. Hors évènement exceptionnel, il aurait été de 55 % vs 47,0 % soit une augmentation de 8% par rapport à 2022.

En résultante, la MUDETAF affiche un résultat de 13 M€ de pertes exceptionnelles venant dégrader les fonds propres de la mutuelle et par la même occasion ses ratios de couverture.

Son profil de risque au regard de ces récents évènements a changé et a fait l'objet d'une prise en compte dans l'élaboration du plan de réassurance 2024.

Ses fonds propres, en norme Solvabilité 2, se sont donc érodés passant de 30,1 M€ à 19,2 M€.

Le ratio de couverture du besoin de capital diminue : 237 % vs 408 % en 2022.

L'exigence de marge est égale à 8.131 k€ en augmentation par rapport à l'exercice 2022, où celle-ci était égale à 7.386 k€.

| | 2022 | 2023 |
|----------------|------|------|
| Couverture MCR | 753% | 482% |
| Couverture SCR | 408% | 237% |

Cette évolution défavorable du ratio de couverture s'explique essentiellement, par les émeutes qui sont venus diminuer drastiquement les fonds propres et par effet mécanique les ratios de couverture.

Toutefois, malgré cette situation exceptionnelle, la Mudetaf maintient un ratio de solvabilité honorable de 237% . Ci-après les excédents de couverture de la Mudetaf en montant :

| Montant en K€ | 2022 | 2023 |
|------------------------|--------|--------|
| FONDS PROPRES | 30 138 | 19 273 |
| CAPITAL REQUIS | -7 386 | -8 131 |
| EXCEDENT DE COUVERTURE | 22 752 | 11 142 |

A. Activité et résultat

A.1. Activité

A.1.a) Nom et forme juridique de l'entreprise

La MUDETAF – Mutuelle Confédérale d'assurances des Buralistes de France est Société d'Assurance Mutuelle constituée le 1^{er} janvier 1985.

A.1.b) Nom et coordonnées de l'autorité de contrôle de l'entreprise et du groupe auquel l'entreprise appartient

La MUDETAF est soumise au contrôle financier de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, située au 4 place de Budapest, 75009 Paris. Le contrôleur du groupe auquel la MUDETAF appartient est également l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, située au 4 place de Budapest, 75009 Paris.

A.1.c) Nom et coordonnées des commissaires aux comptes de l'entreprise

Le commissaire aux comptes titulaire de la MUDETAF est le Cabinet RSM représenté par Monsieur Sébastien MARTINEAU situé au 26 rue Cambacérés à PARIS dans le 8^{ème} arrondissement.

A.1.d) Description des détenteurs de participations qualifiées dans l'entreprise

La MUDETAF relevant du statut des sociétés d'assurance mutuelle défini à l'article L. 322-26-1 du Code des assurances, il n'y a pas de détenteurs de participations qualifiées dans l'entreprise.

A.1.e) Position occupée par l'entreprise dans la structure juridique du groupe

La MUDETAF est liée à la Mutuelle Centrale de Réassurance, société participante du groupe, par une relation au sens de l'article 22, paragraphe 7 de la directive 2013/34/UE.

Conformément à la convention de réassurance et de concours technique, la Mudetaf est intégrée au périmètre de combinaison de la Mutuelle Centrale de Réassurance.

En raison de son histoire et de ses liens avec la confédération des buralistes, la Mudetaf est intégrée au périmètre de consolidation de cette dernière.

A.1.f) Les lignes d'activité importantes de l'entreprise et ses zones géographiques importantes dans lesquelles elle exerce une activité :

La MUDETAF exerce son activité en France uniquement et pratique les activités suivantes :

- Assurance et réassurance proportionnelle Incendie & Autres dommages aux biens
- Assurance et réassurance proportionnelle RC générale
- Assurance et réassurance proportionnelle Protection juridique

L'agrément de la MUDETAF date du 11 mars 1985.

L'état S.05.01.02 de l'annexe 1 détaille les données comptables des primes, sinistres et frais généraux ventilés par lignes d'activité et par pays.

A.1.g) Toute opération importante ou tous autres événements survenus dans la période de référence qui ont eu un impact important sur l'entreprise :

Hormis les évènements géopolitiques et les conséquences économiques qui ont affecté l'ensemble du marché de l'assurance et de la réassurance et plus largement la planète, l'exercice 2023 a été impacté par les émeutes de fin juin/début juillet, suite au décès tragique d'un adolescent se dérochant à un contrôle

policier dans la banlieue ouest parisienne de Nanterre. Ces événements ont eu lieu sur toute l'étendue du territoire et ont durement touché le portefeuille de la Mudetaf.

A.2.a) Informations qualitatives et quantitatives concernant les résultats de souscription de l'entreprise d'assurance ou de réassurance sur la période de référence, à un niveau agrégé

Résultat de souscription :

Le résultat de souscription **net de cession** s'élève en 2023 à -14 M€ de pertes.

TOTAL

| Résultat de souscription (en K€) | | | |
|--|----------------|--------------|------------|
| | 2 023 | 2 022 | Variation |
| Primes acquises | 11 645 | 11 615 | 0,3% |
| Charges des sinistres et autres provisions | 18 279 | 4 497 | 306,4% |
| Frais d'acquisition, d'administration et autres charges techniques | 7 376 | 4 865 | 51,6% |
| Total | -14 010 | 2 253 | n.s |

En vision comptes sociaux :

Le chiffre d'affaires de la Mudetaf progresse de 7,4% pour atteindre les 30,7 M€ vs 28,6 M€ en 2022.

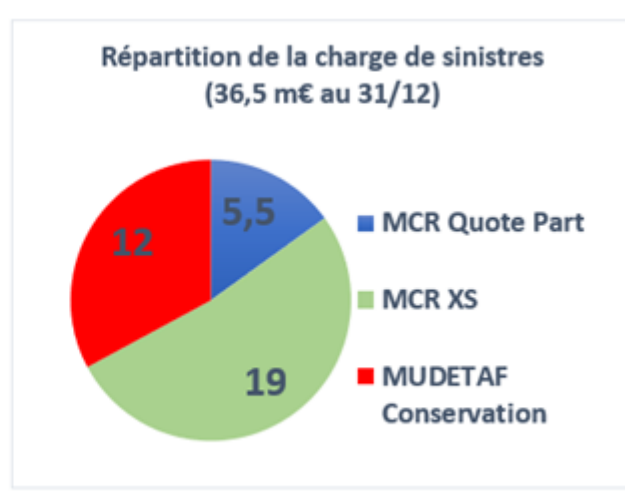
Ainsi avec 11 601 Tabacs assurés, la Mudetaf voit sa part de marché atteindre plus de 50%, ce lui confère une place de monopole en France sur ce secteur d'activité.

Concernant la sinistralité, l'année se caractérise par une charge tous exercices confondus en très forte hausse par rapport à l'exercice précédent (52,1 M€ en 2023 vs 12,2 M€ en 2022) principalement liée à l'évènement « Emeutes » survenu en juin/juillet 2023.

Au 31 décembre 2023, nous déplorons au global 456 ouvertures de sinistres pour un cout estimé à 36,4 m€ dont 19,4 m€ sur la seule région Ile de France.

| LIEU | Nombre | COUT TOTAL PREVISIONNEL |
|-----------------------|--------|-------------------------|
| REGION ILE DE France | 277 | 19 360 792,68 |
| 13 - Bouches-du-Rhône | 31 | 3 175 829,98 |
| 76 Seine Maritime | 18 | 2 021 856,83 |
| 69 - Rhône | 20 | 1 965 721,48 |
| 33 Gironde | 7 | 1 305 054,16 |
| 44 Loire Atlantique | 9 | 1 302 994,02 |
| 37 Indre & Loire | 6 | 1 077 486,05 |
| 86 Vienne | 3 | 1 014 198,20 |
| 30 Gard | 2 | 826 600,00 |
| 72 Sarthe | 4 | 587 117,43 |
| Autres départements | 81 | 3 810 451,26 |

| | | |
|----------------------|------------|----------------------|
| Total général | 458 | 36 448 102,09 |
|----------------------|------------|----------------------|



Hormis émeutes, le risque vol est aussi en progression cette année soit : 1232 dossiers pour 5.425 k€ vs 1069 dossiers pour 3.820 k€ l'année dernière.

En corollaire, le rapport « sinistres à primes » s'établit cette année, pour l'exercice de survenance courant, à 173 % vs 47 % l'année dernière.

L'importance des émeutes 2023 amènera la Mudetaf à majorer son portefeuille comme à revoir sa politique tarifaire en 2024 pour se prémunir d'une éventuelle survenance de phénomènes sociaux de cette ampleur.

A.2.b) Informations qualitatives et quantitatives concernant les résultats de souscription de l'entreprise d'assurance ou de réassurance sur la période de référence, par ligne d'activité importante et zone géographique importante

La MUDETAF exerçant son activité uniquement en France et celle-ci étant majoritairement représentée par le segment Incendie et autres dommages aux biens.

Le résultat de souscription **net de cession** de la ligne d'activité *Assurance incendie et autres dommages aux biens* s'élève en 2022 à -14 M€ de pertes:

Assurance incendie et autres dommages aux biens

| Résultat de souscription (en K€) | | | |
|--|----------------|--------------|------------|
| | 2 023 | 2 022 | Variation |
| Primes acquises | 10 094 | 10 288 | -1,9% |
| Charges des sinistres et autres provisions | 17 335 | 3 912 | 343,1% |
| Frais d'acquisition, d'administration et autres charges techniques | 6 769 | 4 279 | 58,2% |
| Total | -14 010 | 2 097 | n.s |

A.3. Résultats des investissements

A.3.a) Informations sur les revenus et les dépenses générés par les activités d'investissement sur la période de référence

| | Total Exercice N | Total Exercice N-1 |
|---|---------------------|-----------------------|
| Revenus des placements | 225,3 | 54,0 |
| dont dividendes | 0 | 0 |
| dont coupons | 225,3 | 54,0 |
| dont loyers | 0 | 0 |
| dont amortissement des décotes | 0 | 0 |
| dont amortissement des comptes de régularisation liés aux IFT | 0 | 0 |
| dont profits de change | 0 | 0 |
| dont autres produits | 0 | 0 |
| Charges des placements | -96,9 | -47,6 |
| dont intérêts | 0 | 0 |
| dont charges de gestion des placements hors commissions | -94,4 | -45,0 |
| dont commissions | 0 | 0 |
| dont amortissement des surcotes | -2,5 | -2,5 |
| dont amortissement des comptes de régularisation liés aux IFT | 0 | 0 |
| dont amortissement des immeubles | 0 | 0 |
| dont pertes de change | 0 | 0 |
| dont autres charges | 0 | -0,6 |
| Plus ou moins-values réalisées | 17,4 | 8,4 |
| dont actions et assimilés | 11,2 | -13,4 |
| dont obligations hors mouvements sur RC | 0,0 | 21,7 |
| dont produits dérivés | 0 | 0 |
| dont immobilier | 0 | 0 |
| dont mouvements sur réserve de capitalisation | 0 | 0 |
| dont autres | 6,2 | 0,1 |
| Dotations nettes de reprises aux provisions financières | 0 | 0 |
| dont actions et assimilés | 0 | 0 |
| dont obligations | 0 | 0 |
| dont immobilier | 0 | 0 |
| dont produits dérivés | 0 | 0 |
| dont autres | 0 | 0 |
| Résultat financier sur UC | 0 | 0 |
| Résultat financier des garanties donnant lieu à provision de diversification | 0 | 0 |
| TOTAL | 145,8 | 14,9 |

Le résultat financier s'établit à 145,8 k€ vs 14,9 k€ lors de l'exercice précédent, soit 4,7 % des cotisations (vs 0,1 % en 2022): Cette hausse significative du rendement des placements bénéficie de la conjoncture favorable de la hausse des taux directeurs de la banque centrale européenne.

La composition de l'actif est essentiellement liquide, les comptes à terme et les Sicav monétaires représentant pratiquement la moitié du portefeuille.

Celle-ci remplit trois rôles attractifs et complémentaires : source de liquidité sans faille, actif défensif et offensif permettant de saisir des opportunités lorsque les niveaux de valorisation redeviendront plus attractifs.

On rappellera que la recherche de rentabilité à tout prix, n'est pas un objectif de la MUDETAF dont le résultat est essentiellement technique.

La politique de placement reflète là encore parfaitement les orientations stratégiques prises par le conseil d'administration avec un niveau de prudence inhérent au risque, en fonction des conditions de marché et des orientations macro-économiques.

Les plus-values latentes s'élèvent à 1,1 M€ vs 267 k€ à la fin de l'exercice précédent.

Les frais externes de placement s'élèvent cette année à 94 k€ vs 45 k€ en 2022.

A.3.b) Analyse de la performance globale et par catégorie d'actifs concernée des investissements de l'entreprise sur la période de référence (en K€)

| Code CIC | Catégorie d'investissement | Revenus des placements | Charge des placements | + ou - Values réalisées | Dotations nettes de reprises aux provisions financières | TOTAL | Valeur Nette Comptable | Rendement Comptable |
|----------|---|------------------------|-----------------------|-------------------------|---|--------------|------------------------|---------------------|
| 1 | Obligations d'état | 7,2 | 2,5 | 22,5 | | 27,2 | 251,5 | 10,82% |
| 2 | Obligations d'entreprise | 13,0 | 0,0 | 0,0 | | 13,0 | 136,9 | 9,47% |
| 3 | Actions | | | | | | | |
| 4 | Fonds d'investissement, Organismes de placement collectif | | | -4,9 | | -4,9 | 19 583,0 | -0,02% |
| 5 | Titres structurés | | | | | | | |
| 6 | Titres garantis | | | | | | | |
| 7 | Trésorerie et dépôts | 156,1 | | | | 156,1 | 6 000,0 | 2,60% |
| 8 | Prêts et prêts hypothécaires | | | | | | | |
| 9 | Immobilisations Corporelles | | | | | | | |
| 0 | Autres Investissements | | | | | | | |
| | Non Affecté | 48,8 | 94,4 | | | -45,6 | | |
| | TOTAL | 225,1 | 96,9 | 17,6 | 0,0 | 145,8 | 25 971,3 | 0,56% |

Le rendement courant global s'est élevé à 0,56%

A.3.c) Informations sur les profits et les pertes comptabilisés directement en fonds propres

Les produits financiers viennent impacter directement les fonds propres après prise en compte des impôts de l'exercice. Il n'y a pas de mécanisme d'absorption de la perte par les provisions techniques.

A.3.d) Informations sur tout investissement dans des titrisations

La MUDETAF n'a pas investi dans des portefeuilles de créances ou de biens immobiliers qui s'apparentent à de la titrisation.

A.2. Résultats des autres activités

Autres produits techniques :

| En k€ | 2023 | 2022 | Δ |
|----------------------------|------------|------------|-----------|
| Produits techniques Alptis | 222 | 239 | -7% |
| Frais de police | 282 | 277 | 2% |
| Autres produits techniques | 473 | 412 | 15% |
| TOTAL PRODUITS | 977 | 928 | 5% |

Hormis les frais de gestion liés à l'activité d'assurance et présentés selon leur destination par application de clés de répartition déterminées analytiquement au regard de la structure et de l'organisation interne de la MUDETAF, le tableau ci-dessus fait apparaître :

Les produits techniques Alptis représentant des commissions de distribution de produits santé versées par notre partenaire.

Les frais de police représentant 10 € par police, pour l'année.

A.3. Autres informations

Autre information importante relative à l'activité et aux résultats de l'entreprise d'assurance ou de réassurance

L'évènement marquant de cette année 2023 est sans doute les émeutes survenus sur toute l'étendue du territoire Français (métropole) en fin juin/ début juillet. Il a durement touché le réseau des buralistes, pourtant faisant partie des commerces de proximité assurant un lien social. La Mudetaf, a été secoué par ricochet avec un résultat net comptable qui plonge à -13M€, record absolu dans l'histoire de l'entreprise. Afin de reconstituer les fonds propres et de protéger les résultats de la mutuelle dans les exercices futurs, un certain nombre d'actions a déjà été pris pour l'année 2024 :

- Majorations de 11% des cotisations pour les portefeuilles non sinistrés par les émeutes (effet mutualisation des efforts).
- Majorations entre 25% à 60% du portefeuille sinistré ou en zone urbaine sensible.
- Modification du plan de réassurance en XS : augmentation de la portée par évènement.

B. Système de gouvernance

B.1. Informations générales sur le système de gouvernance

B.1.a) Structure de l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle de l'entreprise :

L'environnement de contrôle de la MUDETAF est composé de la façon suivante :

- Le conseil d'Administration
- Trois comités spécialisés : comité d'audit, comité de gestion des risques et comité des rémunérations.
- Le directeur général et ses responsables de service,
- Un commissaire aux comptes,
- Un expert-comptable indépendant
 - o Intervention trimestrielle sur les comptes,
 - o Gestion de la paye et des déclarations sociales,
- Un cabinet extérieur pour le contrôle de 3^{ème} niveau,
- Les responsables des fonctions-clés.

La Mudetaf s'appuie également sur les services de son réassureur dans le cadre de la « convention de réassurance et de concours techniques » (Technique produit, technique sinistres, Actuariat).

Il existe une fonction de contrôle de gestion technique dont le rôle est de favoriser le pilotage de l'entité en effectuant des mesures et des analyses de l'activité sur lesquelles la Direction Générale pourra s'appuyer.

Le conseil d'administration :

Le système de gouvernance de la MUDETAF de France repose sur son conseil d'administration. Un soin tout particulier a présidé à sa constitution afin d'aboutir à une synthèse équilibrée de compétences dans le domaine de l'assurance, de la finance et une connaissance approfondie du monde des ruralistes et des métiers connexes par la présence de nos élus.

Ces critères permettent de s'assurer d'une cohérence stratégique de l'activité de l'entreprise, et un contrôle efficace des risques qu'elle souscrit.

Quatre fois l'an, le conseil se réunit et :

- Fixe les orientations stratégiques, valide le suivi comptable et financier de l'entreprise,
- Définit la politique tarifaire,
- Détermine la politique financière, la politique de réassurance,
- Revoit, approuve les résultats de l'ORSA, le rapport de solvabilité, les politiques écrites,
- S'appuie sur les travaux du comité d'audit, du comité des rémunérations et sur ses fonctions-clés.

Le directeur général :

Le directeur général assume sous sa responsabilité la direction générale de la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue au conseil d'administration et à l'Assemblée générale, ainsi que des règles

de gouvernement d'entreprise propres à la société et, en particulier, du règlement intérieur du conseil d'administration.

Le directeur général présente, à intervalles réguliers, les résultats et les perspectives de l'entreprise.

Lors de chaque réunion du conseil d'administration, le directeur général rend compte des faits marquants de la vie de la MUDETAF.

Les fonctions-clés :

La gouvernance de la MUDETAF repose d'une part sur l'affirmation du principe de la responsabilité collective des administrateurs, et d'autre part sur la mise en place des quatre fonctions clés.

Celles-ci dépendent de la direction générale, et lui reportent directement.

La MUDETAF conserve la responsabilité des fonctions clés même en cas de sous-traitance de tout ou partie des missions.

Les responsables des fonctions clés exercent leur mission en utilisant tous les moyens qu'ils jugent nécessaires, sur l'accord du directeur général et s'acquittent de leurs tâches de manière objective et libre de toute influence.

Le directeur général rend compte des travaux des fonctions clés au conseil d'administration.

Le conseil d'administration doit auditionner les fonctions clés directement au moins une fois par an et chaque fois qu'il l'estime nécessaire.

Les responsables de fonctions clés participent au conseil d'administration soit dans l'exercice de leur mandat éventuel (administrateur), soit lorsqu'ils en font la demande motivée au directeur général, soit sur invitation du président du conseil d'administration.

La conformité conseille les organes de contrôle de la MUDETAF sur le respect des dispositions législatives, réglementaires et administratives et évalue l'impact possible de tout changement juridique sur les opérations de la mutuelle pour prévenir toute non-conformité.

Par une volonté législative de sécurisation, le régime Solvabilité 2 impose à la gouvernance de fournir une gestion adaptée et prudente de l'activité, impliquant notamment un processus effectif d'identification, d'évaluation, de gestion de suivi et de reporting des risques. **La gestion des risques** s'acquitte de la mise en place et du suivi du système de gestion des risques, s'appuie sur une cartographie, son rapport ORSA et sur les autres fonctions clés.

L'audit / contrôle interne s'assure que les risques afférents à la gouvernance, aux opérations et aux systèmes d'information sont correctement gérés.

Il s'assure du respect des orientations et objectifs définis par le conseil d'administration, de la fiabilité des reportings comptables et financiers, du respect de l'environnement réglementaire, de l'efficacité des processus opérationnels. Il est garant de l'application des politiques de gestion des risques et identifie, le cas échéant, les déficiences du système de gestion des risques.

La fonction actuarielle vérifie le calcul des écritures d'arrêté de comptes, les travaux actuariels menés par le groupe Monceau, les politiques de souscription et de réassurance de la MUDETAF, contribue au système de gestion des risques de l'entreprise.

Elle établit, une fois par an, un rapport écrit rendant compte de tous les travaux conduits par la fonction et de leur résultat ; indiquant la cas échéant, toute défaillance et les recommandations sur la manière d'y remédier.

B.1.b) Changement important du système de gouvernance survenu au cours de la période de référence :

Le conseil d'administration a connu les mouvements suivants lors de l'exercice écoulé :

- Arrivée de Monsieur Pierre ROMERO; Buraliste, sociétaire.
- Arrivée de Monsieur Xavier DUPONT; Buraliste, sociétaire.
- Départ de Monsieur René LE PAPE ; Buraliste, retraité.
- Départ de Madame Catherine SEMBEIL; Buraliste, retraitée.

Le pilotage de l'entreprise s'est renforcé :

- Arrivée de Monsieur Patrick BEJEAN; Directeur Général Délégué.

Hormis cela, 2023 n'a pas donné lieu à d'autres changements touchant le système de gouvernance de la MUDETAF.

B.1.c) Informations sur la politique et les pratiques de rémunération applicables aux membres de l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle et, sauf indication contraire, aux salariés :

Concernant le conseil d'administration :

Reposant sur le principe du bénévolat qui prévaut en mutualité, les fonctions d'administrateurs sont gratuites ; la rémunération des administrateurs consiste donc en un dédommagement forfaitaire du temps passé et frais induits.

L'indemnité de temps passé est décidée par le conseil d'administration qui rend compte à l'assemblée générale ; il en va de même des frais remboursés aux administrateurs.

Conformément au Code des assurances, aucune rémunération liée de manière directe ou indirecte au montant des cotisations ne peut être allouée à un administrateur.

Le président du conseil, exerçant par ailleurs une fonction de dirigeant effectif, fait exception à ce principe.

Concernant le directeur général :

La rémunération du directeur général est examinée par le comité des rémunérations qui propose au président.

Concernant les salariés :

La MUDETAF s'assure de respecter un équilibre, une équité entre les salariés par une absence de discrimination, le respect de l'égalité de traitement (à travail égal, salaire égal), le respect des minima légaux et conventionnels.

La rémunération commerciale comprend une part variable, basée sur des objectifs fixés clairs et transparents, ne dépassant pas 10 à 15 % du salaire de base. Les modalités retenues interdisent une différenciation entre produits, susceptible de privilégier les intérêts du commercial au détriment de ceux de l'assuré.

Par ailleurs, est mis en place un intéressement basé sur le résultat d'entreprise entraînant l'adhésion des salariés au projet d'entreprise, en parfaite cohérence avec l'intérêt de l'assuré.

B.1.d) Description des principales caractéristiques des régimes de retraite complémentaire et de retraite anticipée des membres de l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle et des titulaires d'autres fonctions clés :

Cette partie est sans objet.

B.1.e) Informations sur les transactions importantes conclues durant la période de référence avec des actionnaires, des personnes exerçant une influence notable sur l'entreprise ou des membres de l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle :

L'exercice écoulé n'a pas donné lieu à des transactions importantes avec des personnes exerçant une influence notable sur l'entreprise ou des membres de l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle.

B.2. Exigences de compétence et d'honorabilité

B.2.a) Critères d'éligibilité au conseil d'administration :

Lorsqu'il propose des candidatures à l'Assemblée générale, le Conseil d'Administration de la MUDETAF applique les principes suivants :

Tout Administrateur est proposé en fonction de ses connaissances et/ou de son expérience personnelle, de telle manière que le Conseil d'Administration dispose globalement des compétences et des qualifications nécessaires pour assumer ses responsabilités.

Tout membre du Conseil d'Administration doit avoir la disponibilité nécessaire à l'accomplissement de ses obligations d'Administrateur ;

Chaque Administrateur doit satisfaire aux normes d'expertise et d'intégrité professionnelle définies par la politique de compétence et d'honorabilité de la MUDETAF

Compte tenu de ce qui précède, tout Administrateur ou candidat Administrateur doit fournir au Président du Conseil d'Administration toute l'information requise permettant de vérifier s'il satisfait aux critères d'éligibilité, que ce soit au moment de sa nomination ou avant tout changement important éventuel.

Les administrateurs et dirigeants peuvent également bénéficier de formations complémentaires en interne ou par l'intermédiaire d'organismes agréés, selon leurs métiers et leurs besoins.

B.2.b) Compétence et honorabilité des dirigeants effectifs :

Le directeur général est choisi selon un profil défini par le conseil d'administration lorsque le poste est vacant. Le conseil examine les candidatures, en ayant recours le cas échéant à tout expert de son choix, en fonction de la formation, des diplômes, de l'expérience, et plus globalement en fonction du profil défini. Le conseil effectue une vérification de son parcours, ainsi que de tout autre document appuyant sa candidature.

B.3. Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité

La Mudetaf a mis en place une cartographie des risques afin de détecter les risques susceptibles d'impacter son activité.

Cette nomenclature est construite sur trois niveaux de risques complémentaires :

Le niveau 1 concerne les six grandes familles de risques :

- Financiers : risques liés à l'évolution des marchés financiers, de gestion de bilan ou financière ;
- Assurances : risques spécifiques aux activités techniques d'assurance (souscription tarification, provisionnement technique, etc.) ;
- Opérationnels : risques de pertes résultant de procédures internes, de membres du personnel ou de systèmes inadéquats ou défaillants, ou d'événements extérieurs ;
- Pilotage et stratégique : risques relatifs au pilotage de l'entreprise ;
- Comptables : risques relatifs aux traitements des opérations comptables
- Externes : risques relatifs à une modification de la législation, à la concurrence, à la déontologie.

Le niveau 2 permet de définir des catégories de risques au sein de chaque famille (exemple pour les risques financiers : adéquation actif/passif, gestion actifs et solvabilité).

Le niveau 3 offre un degré de détail supplémentaire au sein de ces catégories (exemple : pour le risque technique de réassurance : risque d'inadéquation de la couverture de réassurance, risque de litige avec le réassureur, risque de surcoût de la réassurance).

Chacune de ces six familles du niveau 1 a été déclinée en 27 risques de niveau 2, lesquels ont été à leur tour déclinés en 103 risques de niveau 3. Ainsi, selon le niveau de granularité souhaité, cette nomenclature permet d'avoir un degré de finesse variable dans la vision des risques encourus.

Les risques sont analysés et suivis tous les ans.

La mise en œuvre de l'évaluation interne des risques et de la solvabilité (ORSA) dans le cadre de son système de gestion des risques procède par étapes successives. Ces étapes comprennent :

- La détermination du profil de risque de la société incluant une analyse actualisée de la cartographie des risques,
- Une étude de sensibilité des modifications du portefeuille d'actifs aux exigences réglementaires de capital,
- Un calcul du besoin global de solvabilité,
- Une étude du respect permanent des exigences liées au capital de solvabilité requis, au minimum de capital requis et aux provisions techniques,
- Une analyse des hypothèses qui sous-tendent le calcul du capital de solvabilité requis,
- La rédaction d'un rapport détaillant les travaux énumérés ci-dessus.

Le rapport ainsi réalisé est ensuite soumis pour examen critique au conseil d'administration. Il participe au pilotage de l'entreprise.

L'évaluation interne des risques et de la solvabilité est examinée et approuvée par l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle de l'entreprise au moins une fois par an.

Le besoin global de solvabilité correspond au capital de solvabilité que doit détenir l'entreprise afin d'être en mesure de poursuivre sa stratégie dans un environnement technique, financier et juridique par essence aléatoire. Son besoin global de solvabilité est déterminé à partir de son profil de risque. Pour ce faire, il a été défini implicitement au niveau du groupe un ensemble de situation de stress dont l'ampleur ne doit pas être suffisante pour impacter la stratégie du groupe. Le besoin global de solvabilité correspond au montant minimal de fonds propres que doit posséder la société afin d'être en mesure de supporter toutes les situations de stress évoquées ci-dessus sans avoir à modifier sa stratégie, c'est-à-dire en conservant une couverture du capital requis supérieure à 100 %. Le besoin global de solvabilité ne sera pas nécessairement que du capital, il pourra être composé de moyens de maîtrise des risques diminuant leur impact.

B.4. Système de contrôle interne

Le contrôle interne est un ensemble de processus mis en œuvre par le conseil d'administration, les dirigeants et les collaborateurs de l'entreprise auxquels elle délègue tout ou partie de ses activités afin de s'assurer raisonnablement que les points suivants soient correctement réalisés :

- Respect des orientations et objectifs définis par le conseil d'administration,
- Processus internes opérationnels et efficaces,
- Fiabilité des reportings comptables et financiers,
- Respect de l'environnement réglementaire,

Le système mis en œuvre s'articule autour de trois niveaux s'imbriquant :

Le premier niveau consistant à définir le cadre du contrôle interne par l'intermédiaire des politiques écrites dont les principales :

- Politique de gestion des risques
- Politique de souscription et de provisionnement
- Politique de gestion des risques - réassurance
- Politique de gestion financière
- Politique d'évaluation interne des risques et de la solvabilité.
- Autres politiques de type conformité.

Le deuxième niveau consistant en la mise en place et au suivi de la cartographie des risques s'appuyant sur les travaux de l'institut Français de l'audit et du contrôle interne (IFACI).

Cette cartographie a été élaborée en collaboration avec les responsables opérationnels – l'approche descendante étant retenue.

La démarche est complétée du tableau associé des contrôles de 1^{er} et 2^{ème} niveau.

Le troisième niveau consistant à déployer pratiquement la démarche sur le plan opérationnel, par l'intermédiaire de la mise en œuvre de procédures métiers et de leur suivi.

Enfin, un examen régulier du fonctionnement du processus de contrôle interne est effectué par un cabinet d'expertise comptable (G.C.U.) ayant une forte implication dans l'audit de mutuelles, sur un plan d'action proposé au comité d'audit, puis validé par ce dernier et tenant compte des spécificités de la Mudetaf, de sa taille et de ses risques.

La direction apprécie les conditions dans lesquelles le contrôle interne informe le conseil des principaux résultats et examens réalisés.

B.5. Fonction d'audit interne

La fonction d'audit établit un plan d'audit qui détaille les activités d'audit à entreprendre au cours des années à venir, en prenant en considération toutes les activités et la totalité du système de gouvernance de la MUDETAF.

Sur la base des risques forts identifiés par la cartographie des risques, mise en œuvre de contrôles associant une fiche de test comportant :

- La période d'intervention retenue
- La méthode de test utilisée (observation, réexécution du contrôle...)
- L'échantillon sélectionné.
- Le résultat du test ;
- Un plan d'actions ou de recommandation le cas échéant.

A l'issue de chaque mission, l'auditeur rédige un pré-rapport qui intègre le résultat de ses constats et l'ensemble des recommandations. Le document est examiné par les audités et les directions opérationnelles concernées qui peuvent faire part de leurs observations. Les recommandations acceptées font l'objet d'un plan d'actions détaillé dont la date prévisionnelle de mise en œuvre doit également être définie.

Une synthèse est disponible à l'attention du comité d'audit, de la direction générale, voire de l'autorité de contrôle le cas échéant.

La fonction-clé audit interne est dévolue au président de l'Européenne de Cautonnement – Banque, également administrateur de la MUDETAF, qui n'a jamais eu la charge de missions opérationnelles au sein de la mutuelle. Ce choix assure l'indépendance et l'objectivité de cette fonction par rapport aux activités qu'elle examine.

B.6. Fonction actuarielle

Les travaux de la fonction actuarielle s'articulent autour de quatre thèmes :

- Coordonner le calcul des provisions techniques,
- Analyser l'adéquation du calcul provisions techniques afin de pouvoir garantir de son caractère suffisant,
- Analyser la politique de souscription afin d'émettre un avis,
- Analyser la politique de réassurance afin d'émettre un avis

La fonction actuarielle doit également évaluer la cohérence des données internes et externes utilisées dans le calcul des provisions techniques par rapport aux normes de qualité des données définies dans le cadre de Solvabilité II.

Afin de réaliser ses études la fonction actuarielle demande tous documents utiles aux différents services intervenant dans le calcul des provisions techniques, la définition et la mise en œuvre des politiques de souscription et de réassurance.

La fonction actuarielle rend compte de tous ses travaux dans un rapport soumis pour approbation au conseil d'administration.

B.7. Sous-traitance

Il s'agit de s'assurer que les fonctions ou activités importantes ou critiques sont sous-traitées conformément à la stratégie définie par le conseil d'administration et dans le respect des obligations réglementaires auxquelles l'entreprise est soumise.

Le conseil d'administration fixe les conditions et le cadre général de la sous-traitance.

Le Directeur Général effectue une analyse de la compétence et de l'honorabilité du sous-traitant, s'assure de la conformité de l'accord écrit de sous-traitance et suit les réalisations et les résultats des prestations fournies par le sous-traitant en s'assurant du respect de l'ensemble des lois et réglementations en vigueur.

En liaison avec la politique de continuité des activités, est conduite une analyse de risques avec le sous-traitant, afin d'en déduire le niveau d'exigence de continuité à demander à ce dernier, qui soit compatible avec les objectifs de continuité de la MUDETAF.

En raison de la taille de la MUDETAF et de ses ressources disponibles en interne, les fonctions sous-traitées sont les suivantes :

- L'exécution des travaux d'Actuariat réalisé par le groupe MONCEAU via la Mutuelle Centrale de Réassurance localisé et ayant l'essentiel de ses activités en France.
- Gestion de la garantie protection juridique réalisé par le GIE CIVIS localisé et ayant ses activités en France.
- L'informatique réalisé par les sociétés ARDESA et SEVEN IT localisées et ayant leurs activités en France.
- La gestion de la Paie réalisée par la société SBEC localisée et ayant ses activités en France.
- La gestion des placements réalisée par la société FINANCIERE DE LA CITE localisée et ayant ses activités en France.
- L'exécution de travaux d'Audit interne réalisée par la société GROUPE CONSEIL UNION localisée et ayant ses activités en France.

B.8. Adéquation du système de gouvernance

Par son histoire, son activité, sa couverture de réassurance, sa gestion financière et le niveau de ses fonds propres, la MUDETAF a su mettre en place une structure de contrôle efficace, garante de la pérennité de l'entreprise. Elle a donc été capable d'absorber un choc violent tel que les émeutes.

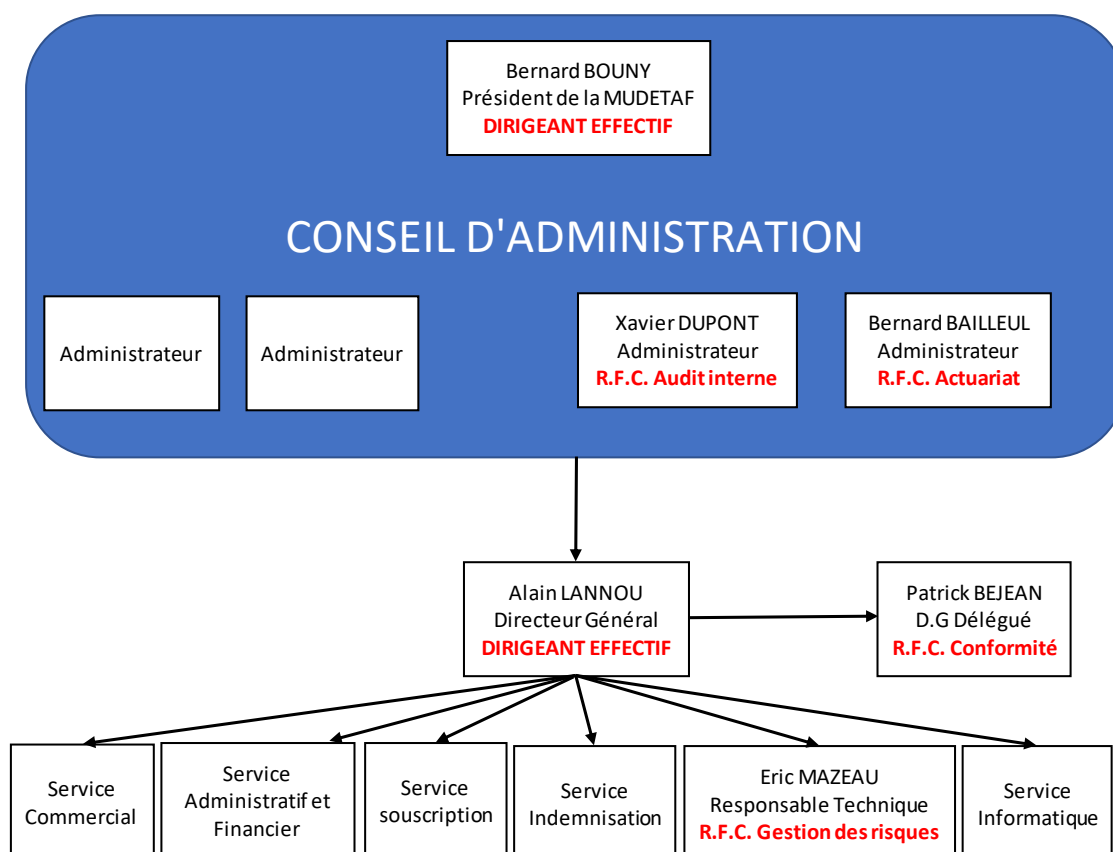
Pour assurer la maîtrise d'une activité axée sur le risque professionnel constitué essentiellement de la garantie dommages aux biens, la Mudetaf s'est entourée de représentants du métier de buraliste et de professionnels reconnus du monde de l'assurance.

Sa gestion financière prudente, consiste à rechercher une rémunération acceptable des placements avec une prise de risque limitée. Sa cartographie met en exergue des risques susceptibles d'impacter son activité et continuera de s'améliorer en capitalisant sur l'expérience et en intégrant les risques émergents. La Mudetaf, en tenant compte tenu de sa taille et de ses spécificités, a mis en place un dispositif de contrôle proportionné à la nature, à l'ampleur et à la complexité des risques inhérents à son activité.

B.9. Autres informations

L'exercice écoulé n'a pas comporté de fait marquant concernant son système de gouvernance.

Système de gouvernance - vue synthétique : à effet 01/01/2024



C. Profil de risque

C.1. Risque de souscription

Le portefeuille de la MUDETAF est constitué quasi-exclusivement de risques professionnels. Les garanties principales sont le vol et le risques incendie. La responsabilité civile est significative en raison des biens confiés aux buralistes.

La société ne pratique ni l'assurance automobile ni l'assurance santé.

| Lignes d'activités | Primes 2023 en K€ | Primes 2022 en K€ | Taux variations 2023 / 2023 | % Répartition |
|---|-------------------|-------------------|-----------------------------|---------------|
| Assurance incendie et autres dommages aux biens | 27.114 | 25.292 | 7,2% | 88,4% |
| Assurance de responsabilité civile générale | 2.645 | 2.407 | 9,9% | 8,6% |
| Autres lignes d'activités | 923 | 859 | 7,5% | 3,0% |
| Total | 30.681 | 28.555 | 7,4% | 100% |

La garantie responsabilité civile représentant 8,6 % des cotisations protège :

- L'assuré des dommages subis par les clients, matériels ou corporels,
- Les biens confiés au buraliste.

La seconde garantie étant beaucoup plus importante que la première, la société n'est donc que marginalement exposée à un risque de dommage corporel.

La MUDETAF garantit donc principalement du dommage aux biens. Cette garantie a la particularité d'être de court terme avec peu d'incertitude dans l'évaluation du sinistre.

En outre, en raison de l'éloignement géographique des risques assurés, de leur dispersion sur le territoire national et des caractéristiques et des similitudes des risques assurés, la mutuelle est sous-exposée au risque de tempêtes et mutualise efficacement ses risques.

Sa couverture de réassurance

La politique de réassurance de la MUDETAF en 2023 s'articule autour de trois couvertures distinctes :

- Une couverture pour la garantie catastrophe composée d'un traité en quote-part (à 75 %) associé à un traité en excédent de perte annuelle (100 % des cotisations),
- Une couverture pour le risque de terrorisme en excédent de pertes annuelles au-delà de 700 k€,
- Une couverture des autres risques d'un traité en quote-part de 50 % associé à un excédent de sinistres à partir de 500 k€.

Rappel des conditions 2023 :

L'année écoulée a été marquée par la mise en place de nos nouvelles conditions de réassurance négociées en 2022 auprès du groupe Monceau pour les 10 années à venir.

Les principales évolutions apportées étaient les suivantes :

- Capacité portée de 3 à 5 m€ en souscription de multirisques Professionnelles Tabac
- Un taux de cession à 50% à la place de 55% jusqu'à maintenant,
- Une priorité rehaussée à 500k€.

- Une portée largement augmentée en Responsabilité Civile Risques Locatifs (de 9,65 M€ à 14,5 M€) mais aussi et surtout en cas de survenance d'évènement majeur : portée passant de 2,35 M€ à 9,5 M€.

Les évolutions 2024 :

Tenant compte des événements connus en 2023, notre traité de réassurance a été renégocié avec le groupe Monceau. Les principales évolutions sont

- Augmentation de la portée par événement passant de 9,5 M€ à 14,25 M€
- Priorité de l'XS portée de 500 à 750K€ pour les événements, inchangée pour le reste,
- Augmentation du taux de prime en XS de 7 à 10,5% entraînant un impact de 1M€ sur notre coût annuel de réassurance.

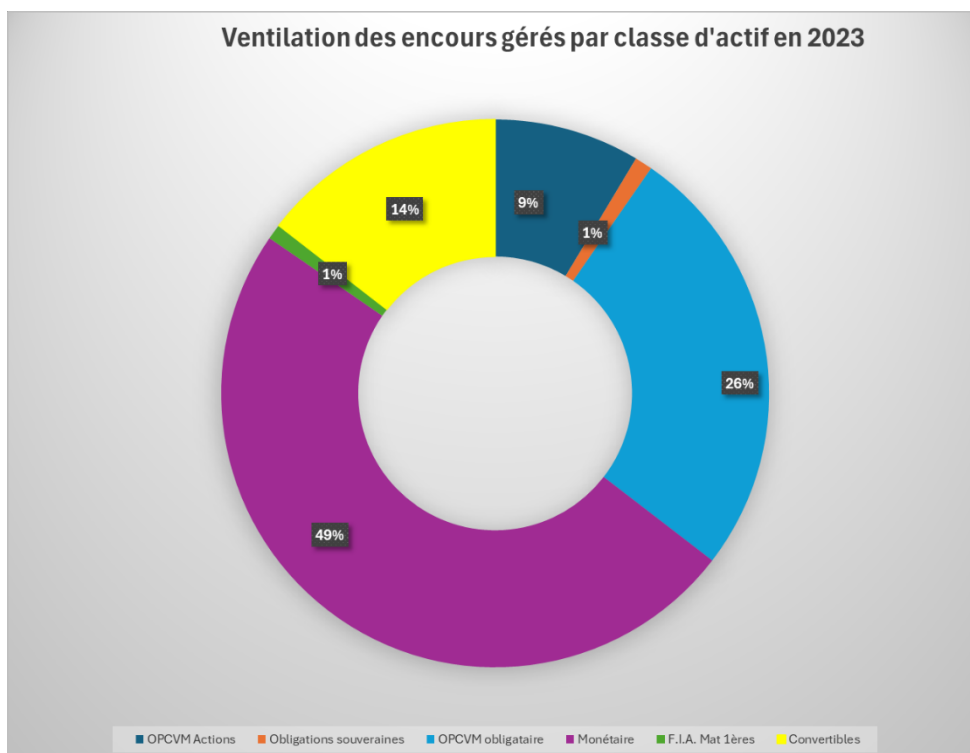
En synthèse :

| | | En 2022 | En 2023 | En 2024 | |
|------------------------------|---|-------------------------------------|---------|---------|-------------------|
| TRAITE XS | Priorités (en K€) | | | | |
| | Par risque: | 350 | 500 | 500 | |
| | Par événement: | 350 | 500 | 750 | |
| | Portées (en K€) | | | | |
| | Incendie: | 3 650 | 4 500 | 4 500 | 2 reconstitutions |
| | RC Professionnelle buraliste: | 4 650 | 4 500 | 4 500 | 1 reconstitution |
| | RC Professionnelle Hôtellerie/Restauration: | 7 650 | 7 500 | 7 500 | 1 reconstitution |
| | RC vie privée: | 7 650 | 7 500 | 7 500 | 1 reconstitution |
| | RC risques Locatifs: | 9 650 | 14 500 | 14 500 | 1 reconstitution |
| | Evènements: | 2 350 | 9 500 | 14 250 | 1 reconstitution |
| | Taux de prime XS: | 5,50% | 7,00% | 10,50% | |
| TRAITE QP | Taux de Cession Quote part - Base | 55% | 50% | 50% | |
| | Taux de Cession Quote part - Cat Nat. | 75% | 75% | 75% | |
| TRAITE EPA Cat. Nat. | Excédent de Pertes annuelles - Cat Nat: | au-delà de 100% des P.A. conservées | | | |
| | Taux de prime E.P.A. (assiette prime conservée) | 10% | 10% | 10% | |
| TRAITE EPA Terrorisme | E.P.A. Terrorisme - franchise absolue (en K€): | 700 | 700 | 750 | |
| | Prime de Réassurance (forfait en K€) | 110 | 110 | 130 | |

Ainsi, la perte maximale par sinistre (hors attentat terroriste et garantie catastrophe) nette de réassurance s'élève à 325 k€, soit moins de 2,5 % des fonds propres de la mutuelle.

C.2. Risque de marché

La gestion financière de la MUDETAF privilégie la trésorerie et les obligations aux actions ou à l'immobilier.



La mutuelle respecte ainsi le principe de la personne prudente (sécurité, qualité, liquidité des actifs) et compte tenu de son allocation d'actifs, le risque de marché est faible.

La principale exposition au risque de marché concerne le portefeuille de sicav actions (2,4 m€ en valeur boursière) pour 1,56 m€ de besoin en capital.

C.3. Risque de crédit

Les risques de contrepartie les plus importants de la MUDETAF proviennent de :

- MUTUELLE CENTRALE DE REASSURANCE pour 17 138 k€
- BPCE pour 7 310 k€
- CREDIT AGRICOLE SA pour 1 636 k€
- HSBC BANK PLC pour 939 k€
- BNP PARIBAS pour 524 k€

La mutuelle veille à maîtriser le risque de contrepartie via :

- la sélection de contreparties bien notées, que ce soit au niveau des banques ou du réassureur ;
- Le nantissement en titres sur les provisions techniques cédées.

Le risque de contrepartie s'élève à 0,9 m€ en 2023 vs 1,23 m€ en 2022.

C.4. Risque de liquidité

Au 31 décembre 2023, pour assurer la liquidité de ses opérations, la MUDETAF peut compter au niveau de ces actifs financiers sur des ressources de trois natures :

- Des fonds monétaires de près de 7.143 k€,
- De disponibilités déposées sur des comptes bancaires ou des livrets d'environ 2.383 k€,
- Des comptes à termes, d'un montant de 6.345 k€.

Le montant total des fonds disponibles mobilisables immédiatement représente un montant de presque 15,9 M€, montant d'autant plus confortable qu'un appel au comptant est prévu dans les traités de réassurance pour financer les sinistres les plus importants.

Le portefeuille est donc liquide. Les produits de trésorerie représentent quasiment la moitié des placements. Cela reflète une position d'attente en quête d'opportunités sérieuses plus qu'une stratégie de long terme.

C.5. Risque opérationnel

Concernant la MUDETAF, les risques opérationnels suivants ont été considérés comme forts ou moyen-forts :

- Risque de non-conformité aux normes de souscription,
- Risque de fraude,
- Risque de non-respect des limites de la délégation commerciale,
- Risque d'administration informatique,
- Risques législatifs et réglementaires,
- Autres risques de non-conformité,
- Risque de qualité insuffisante de l'objet du risque.

Hormis les risques précités, une attention particulière a été portée sur :

- les risques liés à la conformité, la sous-traitance selon constat de l'ACPR.
- les risques liés à la survenance de sinistres catastrophiques (émeutes) et conséquences sur la réassurance.

L'évaluation quantitative du risque opérationnel s'appuie sur la formule standard.

Le dispositif de contrôle permanent a pour objet d'encadrer le risque opérationnel.

C.6. Autres risques importants

Cette partie est sans objet.

C.7. Autres informations

Cette partie est sans objet.

D. Valorisation à des fins de solvabilité

D.1. Actifs

Conformément à l'article L.351-1 du Code des assurances, les actifs sont valorisés dans le bilan prudentiel au montant pour lequel ils pourraient être échangés dans le cadre d'une transaction conclue, dans des conditions de concurrence normales, entre des parties informées et consentantes.

Actifs en € :

| | Valeur S1 | Valeur S2 | Delta |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| Immobilisations Incorporelles | 506 306 | 0 | -506 306 |
| Actifs Financiers: | 26 319 597 | 27 442 867 | 1 123 270 |
| - Obligations souveraines | 254 734 | 286 830 | 32 096 |
| - Fonds d'investissement | 19 719 805 | 20 810 979 | 1 091 174 |
| - Dépôts Bancaires à long terme | 6 345 058 | 6 345 058 | 0 |
| Part des réassureurs dans les provisions | 20 906 951 | 14 695 090 | -6 211 861 |
| Créances nées d'opérations d'assurance | 1 111 266 | 1 532 172 | 420 906 |
| Créances nées d'opérations de réassurance | 2 443 063 | 2 443 063 | 0 |
| Autres Actifs: | 3 294 930 | 3 294 930 | 0 |
| - Actifs corporels d'exploitation | 157 661 | 157 661 | 0 |
| - Créances hors assurance | 579 732 | 579 732 | 0 |
| - Comptes courants et caisses | 2 429 266 | 2 429 266 | 0 |
| - Comptes de régularisation actif | 128 271 | 128 271 | 0 |
| TOTAL DE L'ACTIF | 54 582 112 | 49 408 121 | -5 173 992 |

Placements

La valorisation de ces placements en norme prudentielle respecte la hiérarchie suivante ou les cas suivants :

- Les cours de cotation si le marché est actif,
- L'évaluation selon la juste valeur pour les biens immobiliers suivant la définition de l'IAS 40,
- La valeur de cotation d'un actif comparable sur un marché actif,
- La méthode de mise en équivalence ajustée pour les participations dans les entreprises d'assurance liées,
- Une valeur sur la base de méthodes alternatives.

Ces évaluations diffèrent de la valeur de réalisation des placements prévue à l'état détaillé des placements uniquement pour les participations dans les entreprises d'assurance liées.

L'écart d'évaluation entre les deux normes comptables provient des conventions différentes utilisées dans chacune des deux méthodes.

En normes prudentielles et comme vu précédemment, une logique de valorisation au prix de transfert est appliquée.

En normes sociales, une logique au coût historique est utilisée.

Le montant total des placements s'élève à 27.443 k€ dans la valorisation à des fins de solvabilité et 26.320 k€ dans leur valorisation dans les états financiers.

Provisions techniques cédées

Les provisions techniques cédées correspondent à la moyenne pondérée par leur probabilité des flux de trésorerie futurs échangés avec les cessionnaires compte tenu de la valeur temporelle de l'argent estimée sur la base d'une courbe des taux.

Ces provisions cédées sont calculées séparément pour la provision pour primes cédées et la provision pour sinistres à payer cédée. La provision pour primes cédée correspond à des flux cédés se rapportant à des sinistres futurs cédés couverts par des engagements d'assurance et de réassurance entrant dans les limites du contrat d'assurance.

La provision pour sinistres à payer cédée se rapporte à des sinistres cédés qui se sont déjà produits, indépendamment de la question de savoir s'ils ont été déclarés ou non.

La courbe des taux utilisée est la courbe des taux sans risque au 31 décembre 2023 sans ajustement pour volatilité fournie par l'EIOPA.

Les flux futurs ont été obtenus à partir de méthodes statistiques du type Chain-ladder, en considérant dans un premier temps les flux bruts de réassurance puis les flux nets de réassurance.

Le montant total des provisions techniques cédées s'élève à 14.695 k€ dans la valorisation à des fins de solvabilité et 20.906 k€ dans leur valorisation dans les états financiers.

D.2. Provisions techniques

Provisions techniques : classification

Les engagements issus des contrats d'assurance dommage ou de responsabilité civile ont été classés en provisions techniques non vie.

Provisions techniques : limite des contrats

Les engagements relatifs à une couverture d'assurance ou de réassurance sont limités aux dates suivantes :

- La date future à laquelle l'entreprise d'assurance ou de réassurance a un droit unilatéral de résilier le contrat ou de rejeter les primes à recevoir au titre du contrat,
- La date future à laquelle l'entreprise d'assurance ou de réassurance a un droit unilatéral de modifier les primes ou les prestations à payer au titre du contrat sous la condition que les primes puissent alors refléter pleinement le risque.

Ainsi, ont été considérés dans la limite des contrats tous les contrats d'assurance qui au 31 décembre 2023 étaient soit :

- En cours,
- Renouvelés tacitement au 1^{er} janvier 2023.

En outre, les contrats dont les garanties n'ont pas encore débuté mais où soit la police soit la note de couverture sont signées par l'assureur au 31 décembre 2023 sont inclus dans la limite des contrats.

Provisions techniques non-vie et santé non-SLT : Meilleure estimation

La meilleure estimation correspond à la moyenne pondérée par leur probabilité des flux de trésorerie futurs compte tenu de la valeur temporelle de l'argent estimée sur la base d'une courbe des taux des contrats inclus dans la limite des contrats.

La meilleure estimation est calculée séparément pour la provision pour primes et la provision pour sinistres à payer. La provision pour primes se rapporte à des flux liés à des sinistres futurs couverts par des engagements d'assurance et de réassurance entrant dans les limites du contrat. La provision pour sinistres à payer se rapporte à des sinistres qui se sont déjà produits, indépendamment de la question de savoir s'ils ont été déclarés ou non.

Les flux futurs ont été obtenus à partir de méthodes statistiques du type Chain-Ladder.

La courbe des taux d'intérêt sans risque utilisée est la courbe des taux sans risque au 31 décembre 2023 fournie par l'EIOPA sans la correction pour volatilité visée à l'article 77 quinquies de la directive 2009/138/CE.

Les provisions pour frais de gestion sont comptabilisées en norme Solvabilité 1 et sont actualisées selon les cadences de paiements des lob concernés. En outre, les frais financiers futurs ont été intégrés dans le calcul.

Conformément à l'article 76 de la Directive Solvabilité 2, les provisions ont été calculées de manière prudente, fiable et objective. Les calculs ne reposent pas sur de futures décisions de gestion.

La MUDETAF n'utilise pas de méthode simplifiée pour le calcul de la meilleure estimation.

Provisions techniques non-vie: Marge de risque

La société n'utilise pas de méthode simplifiée pour calculer la marge de risque.

Le tableau ci-après détaille la valeur des provisions techniques par ligne d'activité (en k€) :

| Ligne d'activité | Montant des Provisions techniques | Montant de la meilleure estimation | Montant de la marge de risque |
|---|-----------------------------------|------------------------------------|-------------------------------|
| Assurance incendie et autres dommages aux biens | 22 993 | 22 429 | 569 |
| Assurance de responsabilité civile générale | 1 901 | 1 839 | 63 |
| Assurance de protection juridique | 526 | 507 | 19 |

Le calcul à des fins de solvabilité des provisions techniques diffère par rapport à celui effectué pour les états financiers par :

- L'actualisation des flux financiers,
- L'éventuelle intégration d'une provision de primes négative,
- L'absence de marge pour risque dans le régime précédent,
- Une modalité de calcul de la provision pour frais différentes.

Le tableau ci-après compare le résultat du calcul à des fins de solvabilité des provisions techniques et le résultat du calcul effectué pour les états financiers (en k€) :

| Ligne d'activité | Montant des Provisions techniques calculées à des fins de solvabilité | Montant des Provisions techniques calculées pour les états financiers |
|---|---|---|
| Assurance incendie et autres dommages aux biens | 22 993 | 33 049 |
| Assurance de responsabilité civile générale | 1 901 | 3 231 |
| Assurance de protection juridique | 526 | 936 |

La courbe des taux d'intérêt sans risque transitoire visée à l'article 308 quater de la directive 2009/138/CE n'est pas appliquée.

La déduction transitoire visée à l'article 308 quinquies de la directive 2009/138/CE n'est pas appliquée.

La MUDETAF n'utilise pas de véhicule de titrisation. En revanche, pour protéger ses expositions, elle a recours à la réassurance.

Les montants recouvrables au titre des contrats de réassurance sont présentés dans le tableau suivant (en k€) :

| Ligne d'activité | Montant recouvrables au titre des contrats de réassurance |
|---|---|
| Assurance incendie et autres dommages aux biens | 12 885 |
| Assurance de responsabilité civile générale | 1 596 |
| Assurance de protection juridique | 214 |

Il n'y a pas eu de changement des hypothèses pertinentes utilisées dans le calcul des provisions techniques par rapport à la précédente période de référence.

D.3. Autres passifs

Provisions techniques comptables : Provisions pour égalisation

La provision d'égalisation, présente dans les comptes sociaux de la société MUDETAF pour un montant de 1.715 k€ ayant un caractère de réserve, a été incorporée dans les fonds propres dans le bilan utilisé à des fins de solvabilité.

Impôts différés passifs

Les actifs et les passifs sont évalués en valeur économique ce qui vaut à intégrer les profits futurs du portefeuille compris dans la limite des contrats. Ces profits futurs génèrent des impôts différés qui doivent être comptabilisés au bilan solvabilité 2.

La méthodologie de valorisation des impôts différés est similaire à celle utilisée en normes IAS 12 : les impôts différés sont égaux à la différence entre la valeur économique et la valeur fiscale multipliée par le taux d'imposition, en prenant en compte les éventuels reports en avant des crédits d'impôts non utilisés et des pertes fiscales non utilisées. Il n'y a pas d'actualisation des impôts différés.

Il convient de faire le calcul au bilan poste par poste, ce qui générerait des impôts différés à l'actif et des impôts différés au passif. Une compensation est toutefois possible.

Il n'y a pas d'impôts différés dans les comptes sociaux dans la mesure où ils servent de base à l'établissement du bilan fiscal.

Le montant des impôts différés au passif s'élève à 2.163 k€

D.4. Méthodes de valorisation alternatives

Les autres actifs et passifs sont comptabilisés selon des méthodes de valorisation alternatives.

Les autres actifs sont les suivants :

- Créances nées opérations assurances,
- Autres créances hors assurance,
- Actifs corporels d'exploitation.

Les autres passifs sont les suivants :

- Provisions autres que les provisions techniques
- Dettes nées d'opérations d'assurance
- Dettes nées d'opérations de réassurance,
- Autres dettes (non liées aux opérations d'assurance).

Ces postes sont évalués dans le bilan prudentiel au même montant que l'évaluation faite dans les comptes sociaux.

Il est donc fait usage de la dérogation prévue au d) du quatrième paragraphe de l'article 9 des règlements délégués.

D.5. Autres informations

Cette partie est sans objet.

E. Gestion du capital

E.1. Fonds propres

E.1.a) Gestion des fonds propres

Les fonds propres de la MUDETAF ont vocation à protéger les droits des adhérents de la MUDETAF. Etant une société à forme mutualiste, les fonds propres ne sont pas redistribués aux éventuels actionnaires.

E.1.b) Analyse par niveau de fonds propres

Conformément à l'article 96 de la Directive 2009/128/CE, les fonds propres d'un organisme d'assurance ou d'un groupe d'assurance sont classés par niveau, selon des critères de qualités. Le capital de haute qualité est classé en niveau 1, celui de bonne qualité en niveau 2. Le capital considéré comme n'étant ni de haute, ni de bonne qualité est classé en niveau 3.

Le tableau ci-dessous présente les différents fonds propres de la Mutuelle MUDETAF classés en niveau pour les deux derniers exercices (en k€) :

| Niveau de fonds propres | Exercice N | Exercice N-1 |
|-------------------------|------------|--------------|
| Niveau 1 | 19 273 | 30 138 |
| Niveau 2 | 0 | 0 |
| Niveau 3 | 0 | 0 |

Niveau 1

Les fonds propres de niveau 1 de la MUDETAF s'élève à 19.273 k€. Ils sont composés de :

| Décomposition des fonds propres | Exercice N |
|--|---------------|
| Fonds d'établissement | 6 450 |
| Autres réserves, report à nouveau et résultats de l'exercice | 6 334 |
| Ajustements des actifs | 1 038 |
| Ajustements des provisions techniques | 5 899 |
| Ajustements des autres passifs | -448 |
| Autres ajustements | 0 |
| Total | 19 273 |

Niveau 2

La MUDETAF ne détient pas de fonds propres de niveau 2.

Niveau 3

La MUDETAF ne détient pas de fonds propres de niveau 3.

E.1.c) Fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis

Conformément à la considération 47 de la Directive 2012/138/CE, comme toutes les ressources financières ne permettent pas une absorption totale des pertes en cas de liquidation comme en cas de

continuité de l'exploitation, le montant éligible de fonds propres servant à couvrir les exigences de capital peut être limité en conséquence.

Toutefois, concernant la Mutuelle MUDETAF, tous les éléments de fonds propres sont éligibles pour couvrir le capital requis.

Ainsi, le montant des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis, classés par niveau est le suivant (en k€) :

| Niveau de fonds propres | Exercice N | Exercice N-1 |
|-------------------------|------------|--------------|
| Niveau 1 | 19 273 | 30 138 |
| Niveau 2 | 0 | 0 |
| Niveau 3 | 0 | 0 |

E.1.d) Fonds propres de base éligibles pour couvrir le minimum de capital requis

De même, tous les fonds propres sont éligibles pour couvrir le minimum de capital requis.

Ainsi, le montant des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis, classés par niveau est le suivant (en k€) :

| Niveau de fonds propres | Exercice N | Exercice N-1 |
|-------------------------|------------|--------------|
| Niveau 1 | 19 273 | 30 138 |
| Niveau 2 | 0 | 0 |
| Niveau 3 | 0 | 0 |

E.1.e) Différence importante entre les fonds propres tels qu'ils apparaissent dans les états financiers de l'entreprise et l'excédent des actifs par rapport aux passifs tel que calculé à des fins de solvabilité

La différence entre les fonds propres tels qu'ils apparaissent dans les états financiers de l'entreprise et l'excédent des actifs par rapport aux passifs tel que calculé à des fins de solvabilité s'explique par la réserve de réconciliation.

Celle-ci se décompose en éléments de la façon suivante :

- Ajustements des actifs : 1038 k€,
- Ajustements des provisions techniques : 5.899 k€,
- Ajustements des autres passifs (dont impôts différés) : -448 k€.

E.1.f) Autres informations

La Directive 2009/138/CE autorise les organismes d'assurances à utiliser des mesures transitoires au niveau de la classification des fonds propres. La MUDETAF n'utilise pas ces mesures transitoires.

La Mutuelle MUDETAF ne détient pas de fonds propres auxiliaires.

Ses fonds propres sont disponibles, aucun élément n'est déduit des fonds propres.

E.2. Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis

E.2.a) Montant du capital de solvabilité requis et du minimum de capital requis à la fin de la période de référence

Le capital de solvabilité requis de la MUDETAF s'élève à 8.131 k€ à fin 2023.

Le minimum de capital requis de la MUDETAF s'élève à 4.000 k€ à fin 2023.

E.2.b) Détail du capital de solvabilité requis par module de risque

Le capital de solvabilité requis se compose de modules de risques individuels. Le tableau ci-après présente le détail du capital de solvabilité requis par module de risque (en k€)

| Module de risque | Montant module de risque |
|--|--------------------------|
| Risque de marché | 2 399 |
| Risque de défaut de la contrepartie | 890 |
| Risque de souscription en vie | 0 |
| Risque de souscription en santé | 0 |
| Risque de souscription en non-vie | 7 974 |
| Risque lié aux immobilisations incorporelles | 0 |
| Diversification | -1 890 |
| Risque opérationnel | 920 |
| Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques | 0 |
| Capacité d'absorption des pertes des impôts différés | 2 163 |
| SCR | 8 131 |

E.2.c) Informations complémentaires

Pour le calcul des sous-modules, il n'y a pas eu d'utilisation de calculs simplifiés.

De même, la MUDETAF n'a pas utilisé de paramètres propres.

La société n'est pas tenue d'utiliser des paramètres propres pour être en conformité avec l'article 110 de la directive 2009/138/CE.

E.2.d) Changement important du capital de solvabilité requis ou du minimum de capital requis survenu dans la période de référence

Deux points notables lors de cet exercice :

- Prise en compte des nouvelles modalités de réassurance, caractérisées par une conservation plus importante de la Mudetaf.
- Amélioration dans la prise en compte du risque de conflagration.

Hormis cela, pas de changement quant au minimum de capital requis, survenu dans la période de référence.

E.3. Utilisation du sous-module « risque sur action » fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis

Conformément à l'article 304 de la Directive 2009/138/CE, sous certaines conditions et une périmètre d'activités limité, les organismes d'assurance peuvent être autorisés à appliquer au calcul du capital de solvabilité requis un sous-module « risque sur actions » calibré en usant d'une mesure de la valeur en risque, sur une période donnée adaptée à la période typique de conservation des placements en actions

par l'entreprise concernée, avec un niveau de confiance assurant aux preneurs et aux bénéficiaires un niveau de protection équivalent au niveau prévu à l'article 101 de la directive 2009/138/CE (soit un niveau de confiance de 99,5 % à l'horizon d'un an).

La MUDETAF n'utilise pas les possibilités offertes par l'article. Le choc appliqué pour calculer le sous-module « risque sur actions » correspond au choc standard.

E.4. Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé

La MUDETAF utilise pour calculer les exigences de capital la formule standard. Aucun modèle interne n'est donc utilisé.

E.5. Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis

La MUDETAF respecte les exigences liées au minimum de capital requis et au capital de solvabilité requis.

E.6. Autres informations

Cette partie est sans objet.

F. **Annexe 1 : Etats réglementaires**

Ces états sont exprimés en €.

F.1. Etat S.05.01.01

Le tableau ci-après reprend les données comptables des primes, sinistres et frais généraux ventilés par lignes d'activité.

Le format et le contenu du tableau respecte le modèle de l'état S.05.01 conformément au règlement d'exécution (UE) 2015/2452.

| Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité | | Ligne d'activité pour: engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée) | | | | | | | | |
|--|-------|--|-----------------------------------|--|---|--|---|---|---|-----------------------------------|
| | | Assurance des frais médicaux | Assurance de protection du revenu | Assurance d'indemnisation des travailleurs | Assurance de responsabilité civile automobile | Autre assurance des véhicules à moteur | Assurance maritime, aérienne et transport | Assurance incendie et autres dommages aux biens | Assurance de responsabilité civile générale | Assurance crédit et cautionnement |
| | | C0010 | C0020 | C0030 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 | C0090 |
| Primes émises | | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | R0110 | 0 | 527 | 0 | 0 | 0 | 0 | 26 621 | 2 640 | 0 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R0120 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0130 | | | | | | | | | |
| Part des réassureurs | R0140 | 0 | 327 | 0 | 0 | 0 | 0 | 16 501 | 1 636 | 0 |
| Net | R0200 | 0 | 200 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 120 | 1 004 | 0 |
| Primes acquises | | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | R0210 | 0 | 527 | 0 | 0 | 0 | 0 | 26 595 | 2 637 | 0 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R0220 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0230 | | | | | | | | | |
| Part des réassureurs | R0240 | 0 | 327 | 0 | 0 | 0 | 0 | 16 501 | 1 636 | 0 |
| Net | R0300 | 0 | 200 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 094 | 1 001 | 0 |
| Charge des sinistres | | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | R0310 | 0 | 261 | 0 | 0 | 0 | 0 | 27 702 | 863 | 0 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R0320 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0330 | | | | | | | | | |
| Part des réassureurs | R0340 | 0 | 191 | 0 | 0 | 0 | 0 | 20 292 | 632 | 0 |
| Net | R0400 | 0 | 70 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 410 | 231 | 0 |
| Variation des autres provisions techniques | | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | R0410 | 0 | 196 | 0 | 0 | 0 | 0 | 20 795 | 648 | 0 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R0420 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0430 | | | | | | | | | |
| Part des réassureurs | R0440 | 0 | 102 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 870 | 339 | 0 |
| Net | R0500 | 0 | 94 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9 925 | 309 | 0 |
| Dépenses engagées | R0550 | 0 | 73 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 769 | 407 | 0 |
| Autres dépenses | R1200 | | | | | | | | | |
| Total des dépenses | R1300 | | | | | | | | | |

| | | Ligne d'activité pour: engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée) | | | Ligne d'activité pour: réassurance non proportionnelle acceptée | | | | Total |
|---|--------------|--|--------------|-----------------------------|---|--------------|---|--------------|--------|
| | | Assurance de protection juridique | Assistance | Pertes pécuniaires diverses | Santé | Accidents | Assurance maritime, aérienne et transport | Biens | |
| | | C0100 | C0110 | C0120 | C0130 | C0140 | C0150 | C0160 | |
| Primes émises | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | R0110 | 924 | 0 | 0 | | | | | 30 712 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R0120 | 0 | 0 | 0 | | | | | 0 |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0130 | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Part des réassureurs | R0140 | 573 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 19 037 |
| Net | R0200 | 351 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 11 675 |
| Primes acquises | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | R0210 | 923 | 0 | 0 | | | | | 30 682 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R0220 | 0 | 0 | 0 | | | | | 0 |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0230 | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Part des réassureurs | R0240 | 573 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 19 037 |
| Net | R0300 | 350 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 11 645 |
| Charge des sinistres | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | R0310 | 384 | 0 | 0 | | | | | 29 211 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R0320 | 0 | 0 | 0 | | | | | 0 |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0330 | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Part des réassureurs | R0340 | 281 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 21 397 |
| Net | R0400 | 103 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 814 |
| Variation des autres provisions techniques | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | R0410 | 288 | 0 | 0 | | | | | 21 927 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R0420 | 0 | 0 | 0 | | | | | 0 |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0430 | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Part des réassureurs | R0440 | 151 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 11 462 |
| Net | R0500 | 138 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 465 |
| Dépenses engagées | R0550 | 127 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 376 |
| Autres dépenses | R1200 | | | | | | | | 0 |
| Total des dépenses | R1300 | | | | | | | | 7 376 |

F.2. Etat S.19.01.21

Les tableaux ci-après donnent les estimations des coûts des sinistres (sinistres payés et provisions pour sinistres suivant les principes de valorisation de Solvabilité 2) et l'évaluation dans le temps de cette estimation.

Le format et le contenu du tableau respecte le modèle de l'état S.19.01 conformément au règlement d'exécution (UE) 2015/2452.

Sinistres payés bruts (non cumulés) (valeur absolue)

| Année | Année de développement | | | | | | | | | | | Pour l'année en cours | Somme des années (cumulés) | | |
|--------------|------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-----------------------|----------------------------|---------------|-------|
| | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 & + | | | C0170 | C0180 |
| | C0010 | C0020 | C0030 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 | C0090 | C0100 | C0110 | | | | |
| Précédentes | R0100 | | | | | | | | | | | 62 | R0100 | 62 | |
| N-9 | R0160 | 9 076 | 3 824 | 317 | 95 | 19 | 23 | 63 | 8 | 4 | 20 | | R0160 | 20 | |
| N-8 | R0170 | 7 456 | 2 928 | 645 | 211 | 33 | -2 | 12 | 30 | 4 | | | R0170 | 4 | |
| N-7 | R0180 | 8 700 | 3 916 | 233 | 103 | 67 | 46 | 5 | -3 | | | | R0180 | -3 | |
| N-6 | R0190 | 9 252 | 3 687 | 1 913 | 65 | 92 | 294 | 126 | | | | | R0190 | 126 | |
| N-5 | R0200 | 9 346 | 4 661 | 511 | 281 | -156 | 43 | | | | | | R0200 | 43 | |
| N-4 | R0210 | 8 850 | 4 297 | 778 | -83 | 67 | | | | | | | R0210 | 67 | |
| N-3 | R0220 | 8 979 | 2 864 | 1 209 | 279 | | | | | | | | R0220 | 279 | |
| N-2 | R0230 | 7 545 | 3 312 | 368 | | | | | | | | | R0230 | 368 | |
| N-1 | R0240 | 7 233 | 3 874 | | | | | | | | | | R0240 | 3 874 | |
| N | R0250 | 26 575 | | | | | | | | | | | R0250 | 26 575 | |
| Total | R0260 | | | | | | | | | | | | R0260 | 31 123 | |

Meilleure estimation provisions pour sinistres brutes non actualisées (valeur absolue)

| Année | Année de développement | | | | | | | | | | | Fin d'année (données) | | |
|--------------|------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-----------------------|--------------|-------------------|
| | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 & + | | C0360 | |
| | C0200 | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 | C0270 | C0280 | C0290 | C0300 | | | |
| Précédentes | R0100 | | | | | | | | | | | -215 | R0100 | 298 |
| N-9 | R0160 | 7 176 | 1 849 | 1 447 | 1 374 | 1 357 | 1 345 | 1 284 | 1 270 | 1 400 | 1 410 | | R0160 | 1 354 106 |
| N-8 | R0170 | 5 544 | 1 680 | 669 | 294 | 530 | 498 | 1 896 | 1 940 | 1 890 | | | R0170 | 1 807 836 |
| N-7 | R0180 | 5 774 | 864 | 551 | 304 | 205 | 162 | 6 | 4 | | | | R0180 | 3 759 |
| N-6 | R0190 | 7 349 | 3 583 | 853 | 718 | 320 | 23 | 17 | | | | | R0190 | 16 470 |
| N-5 | R0200 | 6 976 | 1 862 | 934 | 360 | 50 | 249 | | | | | | R0200 | 240 227 |
| N-4 | R0210 | 6 798 | 1 574 | 734 | 407 | 573 | | | | | | | R0210 | 545 921 |
| N-3 | R0220 | 5 837 | 2 932 | 1 506 | 1 047 | | | | | | | | R0220 | 975 571 |
| N-2 | R0230 | 4 207 | 1 180 | 405 | | | | | | | | | R0230 | 378 902 |
| N-1 | R0240 | 4 639 | 1 574 | | | | | | | | | | R0240 | 1 484 726 |
| N | R0250 | 23 138 | | | | | | | | | | | R0250 | 22 173 505 |
| Total | R0260 | | | | | | | | | | | | R0260 | 28 981 833 |

F.3. Etat S.02.01.02

Le tableau ci-après reprend les valorisations quantificatives des postes du bilan de MUTUELLE MUDETAF en appliquant les principes de valorisations énoncés dans la directive 2009/138/CE, le règlement délégué (UE) 2015/35 et les normes techniques et orientations Solvabilité 2.

Le format et le contenu du tableau respecte le modèle de l'état S.02.01 conformément au règlement d'exécution (UE) 2015/2452.

| Bilan | Valeur Solvabilité II | | Passifs | Valeur Solvabilité II | |
|---|-----------------------|--------|--|-----------------------|--------|
| | | C0010 | | | C0010 |
| Actifs | | | | | |
| Immobilisations incorporelles | R0030 | 0 | Provisions techniques non-vie | R0510 | 25 425 |
| Actifs d'impôts différés | R0040 | 0 | Provisions techniques non-vie (hors santé) | R0520 | 25 425 |
| Excédent du régime de retraite | R0050 | 0 | Provisions techniques calculées comme un tout | R0530 | 0 |
| Immobilisations corporelles détenues pour usage propre | R0060 | 158 | Meilleure estimation | R0540 | 24 775 |
| Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés) | R0070 | 27 443 | Marge de risque | R0550 | 651 |
| Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre) | R0080 | 0 | Provisions techniques santé (similaire à la non-vie) | R0560 | 0 |
| Détentions dans des entreprises liées, y compris participations | R0090 | 0 | Provisions techniques calculées comme un tout | R0570 | 0 |
| Actions | R0100 | 0 | Meilleure estimation | R0580 | 0 |
| Actions – cotées | R0110 | 0 | Marge de risque | R0590 | 0 |
| Actions – non cotées | R0120 | 0 | Provisions techniques vie (hors UC et indexés) | R0600 | 0 |
| Obligations | R0130 | 287 | Provisions techniques santé (similaire à la vie) | R0610 | 0 |
| Obligations d'État | R0140 | 287 | Provisions techniques calculées comme un tout | R0620 | 0 |
| Obligations d'entreprise | R0150 | 0 | Meilleure estimation | R0630 | 0 |
| Titres structurés | R0160 | 0 | Marge de risque | R0640 | 0 |
| Titres garantis | R0170 | 0 | Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés) | R0650 | 0 |
| Organismes de placement collectif | R0180 | 20 811 | Provisions techniques calculées comme un tout | R0660 | 0 |
| Produits dérivés | R0190 | 0 | Meilleure estimation | R0670 | 0 |
| Dépôts autres que les équivalents de trésorerie | R0200 | 6 345 | Marge de risque | R0680 | 0 |
| Autres investissements | R0210 | 0 | Provisions techniques UC et indexés | R0690 | 0 |
| Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés | R0220 | 0 | Provisions techniques calculées comme un tout | R0700 | 0 |
| Prêts et prêts hypothécaires | R0230 | 0 | Meilleure estimation | R0710 | 0 |
| Avances sur police | R0240 | 0 | Marge de risque | R0720 | 0 |
| Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers | R0250 | 0 | Passifs éventuels | R0740 | 0 |
| Autres prêts et prêts hypothécaires | R0260 | 0 | Provisions autres que les provisions techniques | R0750 | 605 |
| Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance | R0270 | 14 695 | Provisions pour retraite | R0760 | 0 |
| Non-vie et santé similaire à la non-vie | R0280 | 14 695 | Dépôts des réassureurs | R0770 | 0 |
| Non-vie hors santé | R0290 | 14 695 | Passifs d'impôts différés | R0780 | 2 163 |
| Santé similaire à la non-vie | R0300 | 0 | Produits dérivés | R0790 | 0 |
| Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés | R0310 | 0 | Dettes envers des établissements de crédit | R0800 | 0 |
| Santé similaire à la vie | R0320 | 0 | Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit | R0810 | 0 |
| Vie hors santé, UC et indexés | R0330 | 0 | Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires | R0820 | 132 |
| Vie UC et indexés | R0340 | 0 | Dettes nées d'opérations de réassurance | R0830 | 0 |
| Dépôts auprès des cédants | R0350 | 0 | Autres dettes (hors assurance) | R0840 | 1 810 |
| Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires | R0360 | 1 532 | Passifs subordonnés | R0850 | 0 |
| Créances nées d'opérations de réassurance | R0370 | 2 443 | Provisions pour retraite | R0860 | 0 |
| Autres créances (hors assurance) | R0380 | 580 | Dépôts des réassureurs | R0870 | 0 |
| Actions propres auto-détenues (directement) | R0390 | 0 | Passifs d'impôts différés | R0880 | 0 |
| Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s) | R0400 | 0 | Total du passif | R0900 | 30 135 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | R0410 | 2 429 | Excédent d'actif sur passif | R1000 | 19 273 |
| Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus | R0420 | 128 | | | |
| Total de l'actif | R0500 | 49 408 | | | |

F.4. Etat S.17.01.01

Le tableau ci-après reprend les valorisations quantificatives des provisions techniques non vie de MUTUELLE MUDETAF en appliquant les principes de valorisations énoncés dans la directive 2009/138/CE, le règlement délégué (UE) 2015/35 et les normes techniques et orientations Solvabilité 2. Le format et le contenu du tableau respecte le modèle de l'état S.17.01 conformément au règlement d'exécution (UE) 2015/2452.

| | | Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée | | | | | | | | |
|---|--------------|---|-----------------------------------|--|---|--|---|---|---|-----------------------------------|
| Provisions techniques non-vie | | Assurance des frais médicaux | Assurance de protection du revenu | Assurance d'indemnisation des travailleurs | Assurance de responsabilité civile automobile | Autre assurance des véhicules à moteur | Assurance maritime, aérienne et transport | Assurance incendie et autres dommages aux biens | Assurance de responsabilité civile générale | Assurance crédit et cautionnement |
| | | C0020 | C0030 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 | C0090 | C0100 |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0010 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout | R0050 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque | | | | | | | | | | |
| Meilleure estimation | | | | | | | | | | |
| Provisions pour primes | | | | | | | | | | |
| Brut | R0060 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -3 989 | -1 134 | 0 |
| Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie | R0140 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -2 335 | -660 | 0 |
| Meilleure estimation nette des provisions pour primes | R0150 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -1 654 | -474 | 0 |
| Provisions pour sinistres | | | | | | | | | | |
| Brut | R0160 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 26 418 | 2 973 | 0 |
| Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie | R0240 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 15 221 | 2 256 | 0 |
| Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres | R0250 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 11 197 | 717 | 0 |
| Total meilleure estimation – brut | R0260 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 22 429 | 1 839 | 0 |
| Total meilleure estimation – net | R0270 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9 544 | 243 | 0 |
| Marge de risque | R0280 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 569 | 63 | 0 |
| Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques | | | | | | | | | | |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0290 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Meilleure estimation | R0300 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Marge de risque | R0310 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée | | | | | | | | |
| | | Assurance des frais médicaux | Assurance de protection du revenu | Assurance d'indemnisation des travailleurs | Assurance de responsabilité civile automobile | Autre assurance des véhicules à moteur | Assurance maritime, aérienne et transport | Assurance incendie et autres dommages aux biens | Assurance de responsabilité civile générale | Assurance crédit et cautionnement |
| | | C0020 | C0030 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 | C0090 | C0100 |
| Provisions techniques – Total | R0320 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 22 998 | 1 902 | 0 |
| Provisions techniques – Total | | | | | | | | | | |
| Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie – total | R0330 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 885 | 1 596 | 0 |
| Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite | R0340 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 112 | 306 | 0 |

| | Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée | | | Réassurance non proportionnelle acceptée | | | | Total engagements en non-vie |
|---|---|---|-----------------------------|--|--|---|---|--|
| | Assurance de protection juridique | Assistance | Pertes pécuniaires diverses | Réassurance santé non proportionnelle | Réassurance santé non proportionnelle | Réassurance santé non proportionnelle | Réassurance santé non proportionnelle | |
| | C0110 | C0120 | C0130 | C0140 | C0150 | C0160 | C0170 | |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0010 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout | R0050 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque | | | | | | | | |
| Meilleure estimation | | | | | | | | |
| Provisions pour primes | | | | | | | | |
| Brut | R0060 | -367 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -5 490 |
| Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie | R0140 | -214 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -3 209 |
| Meilleure estimation nette des provisions pour primes | R0150 | -153 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -2 281 |
| Provisions pour sinistres | | | | | | | | |
| Brut | R0160 | 874 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 30 265 |
| Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie | R0240 | 427 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 17 904 |
| Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres | R0250 | 446 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 360 |
| Total meilleure estimation – brut | R0260 | 507 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 24 775 |
| Total meilleure estimation – net | R0270 | 293 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 080 |
| Marge de risque | R0280 | 19 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 651 |
| Montant de la déduction transitoire sur les provisions | | | | | | | | |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0290 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Meilleure estimation | R0300 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Marge de risque | R0310 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée | | | Réassurance non proportionnelle acceptée | | | |
| | | Assurance de protection juridique | Assistance | Pertes pécuniaires diverses | Réassurance santé non proportionnelle | Réassurance accidents non proportionnelle | Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle | Réassurance dommages non proportionnelle |
| | | C0110 | C0120 | C0130 | C0140 | C0150 | C0160 | C0170 |
| Provisions techniques – Total | | | | | | | | |
| Provisions techniques – Total | R0320 | 526 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 25 425 |
| Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie – total | R0330 | 214 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 14 695 |
| Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite | R0340 | 312 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 730 |

F.5. Etat S.23.01.01

Le tableau ci-après reprend les informations sur les fonds propres de MUTUELLE MUDETAF.

Le format et le contenu du tableau respecte le modèle de l'état S.23.01 conformément au règlement d'exécution (UE) 2015/2452.

Fonds propres

Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35

Capital en actions ordinaires (brut des actions propres) R0010
 Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires R0030
 Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de Comptes mutualistes subordonnés R0040
 Fonds excédentaires R0050
 Actions de préférence R0070
 Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence R0090
 Réserve de réconciliation R0110
 Passifs subordonnés R0130
 Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets R0140
 Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra R0160
 R0180

Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II

Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II R0220

Déductions

Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers R0230

Total fonds propres de base après déductions

Fonds propres auxiliaires

Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, appelable sur demande R0300
 Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel R0310
 Actions de préférence non libérées et non appelées, appelables sur demande R0320
 Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande R0330
 Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE R0340
 Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE R0350
 Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE R0360
 Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE R0370
 Autres fonds propres auxiliaires R0390
 R0400

Total fonds propres auxiliaires

Fonds propres éligibles et disponibles

Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis R0500
 Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis R0510
 Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis R0540
 Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis R0550

Capital de solvabilité requis

Minimum de capital requis

Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis

Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis

| Total | Niveau 1 – non restreint | Niveau 1 – restreint | Niveau 2 | Niveau 3 |
|--------|--------------------------|----------------------|----------|----------|
| C0010 | C0020 | C0030 | C0040 | C0050 |
| | | | | |
| 0 | 0 | | 0 | |
| 0 | 0 | | 0 | |
| 6 450 | 6 450 | | 0 | |
| 0 | | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | | | |
| 0 | | 0 | 0 | 0 |
| 0 | | 0 | 0 | 0 |
| 12 823 | 12 823 | | | |
| 0 | | 0 | 0 | 0 |
| 0 | | | | |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | | | |
| 0 | | | | |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 19 273 | 19 273 | 0 | 0 | 0 |
| | | | | |
| 0 | | | 0 | |
| 0 | | | 0 | 0 |
| 0 | | | 0 | |
| 0 | | | 0 | 0 |
| 0 | | | 0 | 0 |
| 0 | | | 0 | 0 |
| 0 | | | 0 | 0 |
| 0 | | | 0 | 0 |
| 19 273 | 19 273 | 0 | 0 | 0 |
| 19 273 | 19 273 | 0 | 0 | |
| 19 273 | 19 273 | 0 | 0 | 0 |
| 19 273 | 19 273 | 0 | 0 | |
| 8 131 | | | | |
| 4 000 | | | | |
| 237,0% | | | | |
| 481,8% | | | | |

Réserve de réconciliation

Excédent d'actif sur passif

Actions propres (détenues directement et indirectement)

Dividendes, distributions et charges prévisibles

Autres éléments de fonds propres de base

Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés

Réserve de réconciliation**Bénéfices attendus**

Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités vie

Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités non-vie

Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)

| | C0060 | |
|--------------|--------------|--|
| | | |
| R0700 | 19 273 | |
| R0710 | 0 | |
| R0720 | 0 | |
| R0730 | 6 450 | |
| R0740 | 0 | |
| R0760 | 12 823 | |
| | | |
| R0770 | 0 | |
| R0780 | 6 290 | |
| R0790 | 6 290 | |

F.6. Etat S.25.01.22

Le tableau ci-après reprend les informations sur le capital de solvabilité requis de MUTUELLE MUDETAF.

Le format et le contenu du tableau respecte le modèle de l'état S.25.01 conformément au règlement d'exécution (UE) 2015/2452.

**Activités en non-
vie**
Résultat
MCR(NL,NL)

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie

| | C0010 |
|--------------|--------------|
| R0010 | 1 886 |

Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente
 Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente
 Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente
 Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente
 Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente
 Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente
 Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente
 Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente
 Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente
 Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente
 Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente
 Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente
 Réassurance santé non proportionnelle
 Réassurance accidents non proportionnelle
 Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle
 Réassurance dommages non proportionnelle

Calcul du MCR global

| | C0070 |
|----------------------------------|--------------------|
| MCR linéaire | R0300 1 886 |
| Capital de solvabilité requis | R0310 8 131 |
| Plafond du MCR | R0320 3 659 |
| Plancher du MCR | R0330 2 033 |
| MCR combiné | R0340 2 033 |
| Seuil plancher absolu du MCR | R0350 4 000 |
| Minimum de capital requis | R0400 4 000 |

| | Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation) | Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance) |
|--------------|---|---|
| | C0020 | C0030 |
| R0020 | 0 | 0 |
| R0030 | 0 | 0 |
| R0040 | 0 | 0 |
| R0050 | 0 | 0 |
| R0060 | 0 | 0 |
| R0070 | 0 | 0 |
| R0080 | 9 544 | 10 260 |
| R0090 | 243 | 1 049 |
| R0100 | 0 | 0 |
| R0110 | 293 | 366 |
| R0120 | 0 | 0 |
| R0130 | 0 | 0 |
| R0140 | 0 | 0 |
| R0150 | 0 | 0 |
| R0160 | 0 | 0 |
| R0170 | 0 | 0 |